

Beaucoup de points méritent d'être signalés ici avant que le projet de loi ne soit renvoyé au comité ou, espérons-le, différé de six mois, pour que le gouvernement puisse avoir une idée de l'incidence de cette mesure. C'est l'un des programmes de subventions les plus populaires à la grandeur du pays. En fait, c'est peut-être le meilleur programme de création d'emplois à l'heure actuelle. Lorsque les gens reçoivent quelques dollars pour rendre leur maison moins énergivore, ils en profitent habituellement pour y apporter d'autres améliorations. Le mieux serait peut-être d'élargir ce programme et de donner plus d'argent aux propriétaires pour améliorer l'état général de leur maison. Ces subventions, à l'instar de celles du programme PAREL, ont presque contribué directement à créer des emplois, car, dès que les propriétaires reçoivent l'argent destiné à améliorer leur maison, ils embauchent quelqu'un pour faire le travail. Le programme PCRP est aussi un programme de création directe d'emplois en ce sens qu'il a une incidence directe sur les petites entreprises des localités où l'argent est dépensé. Les propriétaires de maison achètent et font installer de nouvelles chaudières; ils achètent et font poser de l'isolant. Mettre fin à ce programme est injuste et discriminatoire parce qu'un grand nombre de Canadiens n'ont pas encore eu l'occasion de convertir leur système de chauffage au mazout à un autre combustible. Ils sont tout disposés à le faire maintenant qu'un autre combustible leur est devenu accessible.

Beaucoup d'intervenants du côté du gouvernement ont laissé entendre que ces subventions profitaient aux Canadiens à revenu plus élevé. Une étude menée par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources indique tout à fait le contraire. Comme ces subventions étaient imposables, le fisc prélevait une partie du montant versé, surtout dans le cas des Canadiens à revenu plus élevé. Le gouvernement montre par cette démarche qu'il ne s'intéresse plus aux économies d'énergie et qu'il ne veut plus aider les Canadiens à faible revenu à réduire leurs frais. Il dit qu'il va laisser le prix du pétrole atteindre le cours mondial et qu'il ne prévoit aucun mécanisme pouvant aider les gens qui ne peuvent payer le cours mondial à améliorer leur maison de façon à ne pas devoir consommer autant de mazout. Les économies réalisées par les propriétaires de maison sont autant d'argent que le gouvernement n'aura pas à investir dans l'achat de pétrole étranger.

En conséquence, ce projet de loi ne satisfait pas l'intérêt économique des Canadiens, ni du Canada, ni du gouvernement canadien. Celui-ci devrait donc profiter de notre motion de renvoi à plus tard pour différer ce projet de loi d'au moins six mois, le temps d'en analyser les effets.

**M. George Henderson (Egmont):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part aujourd'hui à la discussion du projet de loi et surtout de sa motion de renvoi à six mois. J'aurais préféré ne pas voir ce projet de loi présenté à la Chambre des communes, car je viens d'une province qui comptait énormément sur le programme d'abandon du pétrole en particulier, et qui a les coûts énergétiques les plus élevés du pays.

Nous parlons d'économie d'énergie. Quelle meilleure façon peut-il y avoir d'empêcher le prix du pétrole de monter à l'avenir que d'avoir le pétrole et les autres formes d'énergie en quantité ou en excédent? Depuis que les programmes PCRP et PITRC ont été présentés par le gouvernement précédent, ils

### *Remplacement du mazout—Loi*

ont fait économiser au pays 75,000 barils de pétrole par jour, c'est-à-dire l'équivalent de 25 à 30 millions de barils par année. Ce programme d'abandon du pétrole a fait économiser une quantité énorme d'énergie. Je suis persuadé que ma collègue de Calgary aimerait nous voir dépenser des millions en énergie, mais je viens d'une région du pays qui n'a pas les moyens de dépenser ces dollars.

**Mme Sparrow:** Mais vous avez fixé le prix.

**M. Henderson:** Les gens pauvres de ma province n'ont pas les moyens de dépenser les dollars nécessaires pour continuer de faire le plein.

Beaucoup de gens de ma province ont profité de ce programme. Il s'est révélé non seulement utile pour les économies d'énergie, mais excellent pour la création d'emplois. Beaucoup de petits entrepreneurs qui vendent et installent des chaudières agréées par l'ACNOR, avec les appareils de chauffage connexes, ont créé beaucoup d'emplois ces dernières années. Même si les subventions du PITRC ne s'élevaient qu'à \$500, le gouvernement semble ne pas avoir compris le programme. J'ai entendu des ministériels parler du projet de loi. A les entendre, il s'agit d'un programme de largesses dont les Canadiens n'ont pas besoin. C'était un programme imposable. Il est certain que les gens à revenus élevés devaient payer l'impôt à raison de 45 à 50 p. 100, mais les gens à revenus moins élevés et ceux qui ne payent pas d'impôt sur le revenu ont touché la totalité des \$500. C'était un programme excellent de ce point de vue. A mon avis du moins, il a profité à ceux qui en avaient le plus besoin.

J'ai reçu beaucoup de demandes de renseignements depuis que la ministre a présenté le projet de loi à la Chambre. Les habitants de ma province sont déçus, non pas seulement à cause du projet de loi à l'étude mais également à cause d'un certain nombre d'autres mesures. Je pourrais mentionner le coût élevé de l'énergie. Au cours des derniers mois, le gouvernement actuel a pris diverses mesures visant à accroître les droits d'inspections des pommes de terre et des viandes, les tarifs des traversiers, les droits d'entrée dans les parcs nationaux, les frais d'amarrage pour les pêcheurs, et ainsi de suite. Le gouvernement a pris toute une série de nouvelles initiatives sous le prétexte de réduire le déficit. La mise au rancart du Programme canadien de remplacement du pétrole et du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes est au nombre de ces initiatives. Or nous voyons en même temps les dépenses du cabinet du premier ministre augmenter de deux millions de dollars, et les Forces armées canadiennes dépenser 50 millions pour de nouveaux uniformes. Le gouvernement a nommé un nombre sans précédent de ministres au cabinet à un coût extrêmement élevé.

● (1520)

**M. McDermid:** Vous êtes tout simplement jaloux de ne pas en faire partie.

**M. Henderson:** Mon collègue dit que je suis jaloux de ne pas en faire partie. S'il avait le moindre mérite, il en ferait partie lui-même. Nous voyons supprimer tous ces programmes, et les gens qui en souffriront sont ceux qui peuvent le moins se permettre d'en être privés.